MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE CENTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Mars 2023

Zoom sur le déplacement du Président de la République française en Afrique centrale

Le Président de la République était en déplacement en Afrique centrale du 1er au 5 mars 2023. Débuté au Gabon, à l'occasion du One Forest Summit, ce déplacement s'est poursuivi en Angola, puis au Congo, et en République Démocratique du Congo, où s'est tenu le Forum économique de Kinshasa.

Retour sur le One Forest Summit

Le One Forest Summit qui s'est tenu les 1er et 2 mars 2023 à Libreville a permis la signature de plusieurs accords importants pour les relations économiques franco-gabonaises.

LE CHIFFRE À RETENIR

100 M EUR

montant alloué à l'occasion du « One Forest Summit» au nouveau fonds «Partenariats de Conservation positive»

Ce sommet a tout d'abord été l'occasion pour le Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, Christophe Béchu, de signer deux lettres d'intention. La première, en présence de la Ministre de l'Economie et de la Relance de la République gabonaise, Nicole Roboty, porte sur le financement des travaux de réhabilitation de la décharge de Mindoubé, évalués à plus de 30 millions d'euros d'après une étude menée par Valgo. La décharge sera sécurisée et transformée en jardin paysager, changeant la donne dans ce quartier de Libreville. La seconde lettre d'intention, signée par le ministre Christophe Béchu avec son homologue gabonais Lee White, concerne un projet de surveillance environnementale de la Côte gabonaise mené par l'entreprise Air Environnement. Le projet, financé dans le cadre d'un FASEP, consiste à mettre en œuvre un outil particulièrement innovant, un avion spécialement équipé pour l'observation et la surveillance environnementale pendant une durée d'un an. Cette période sera mise à profit pour transférer un savoir-faire indispensable aux spécialistes du ministère.

En outre, l'entreprise Flying Whales, qui produit des dirigeables rigides permettant le transport de charges lourdes, a signé un MoU d'une part avec Rougier, leader du secteur forestier au Gabon, et d'autre part avec GSEZ (Gabon Special Economic Zone). Enfin, un protocole d'accord a également été

signé entre l'entreprise Greencell et le Ministre de l'Agriculture, de la Sécurité alimentaire, chargé de la valorisation de la ruralité Charles Mve Ella, pour développer le secteur agronomique au Gabon.

Crédit photo : Elysée

Un « Business Forum » international a été organisé dans le cadre du sommet. Du côté français, 21 entreprises venues de France y ont participé, ainsi qu'une dizaine de filiales d'entreprises françaises implantées au Gabon. L'ambition était d'identifier les pistes pour mieux développer les activités économiques responsables et durables dans la forêt équatoriale, une alternative bien plus efficace que l'approche "mise sous cloche" qui se heurte aux réalités économiques et sociales.

Retour sur le Forum économique de Kinshasa

Le Forum économique de Kinshasa, en format Equipe Europe, a été l'un des temps forts de la visite du Président de la République en RDC. Ce Forum, organisé à l'hôtel Pullman, a rassemblé plus de 500 participants réunis en plénière tout d'abord en présence des commissaires européens Thierry Breton et Jutta Urpilainen et lors d'une session de restitution des tables rondes organisées durant la journée, devant les deux chefs d'État, Emmanuel Macron et Félix Tshisekedi.

Trois thèmes inscrits dans la suite des engagements exprimés lors du 6ème Sommet Union Européenne-Union-Africaine ont été débattus lors de ces tables rondes auxquelles ont participé la délégation des entreprises françaises conduite par Business France et le MEDEF, soit une cinquantaine d'entreprises et une dizaine d'entreprises européennes : la transition énergétique et les métaux critiques, les infrastructures et les villes durables, le numérique et les techs.

Ce Forum a revêtu un caractère exceptionnel tant au regard de la participation enregistrée que des lettres d'intention ou accords de coopération signés à cette occasion qui définissent la feuille de route de notre relation économique avec la RDC dans les années à venir. L'AFD a signé plusieurs conventions-projets pour un montant total de plus de 100 M EUR dans les secteurs de l'énergie, de la sécurité alimentaire et de la santé ainsi qu'une Déclaration d'intention commune

Crédit photo : Elysée

en faveur d'un programme de financement d'infrastructures urbaines.

Dans le secteur des mines, la France et la RDC ont signé une Déclaration conjointe d'intention relative à la coopération sur les métaux critiques complétée par un accord cadre de partenariat entre le SGN-C (service géologique national du Congo) et le BRGM ainsi qu'un contrat de service de consultant pour la poursuite de l'installation de la banque nationale des données géoscientifiques au SGN-C. Un accord signé entre la Chambre de commerce et d'industrie franco-congolaise et l'ECOLE 42 (Xavier Niel) pour le projet d'implantation à Kinshasa de l'école d'informatique « 42 » a par ailleurs été conclu.

Ce Forum ouvre la voie à un renforcement des relations économiques de la France avec la RDC, la France avec la présence d'une quarantaine d'entreprises sur place étant déjà le tout premier investisseur européen. Le discours prononcé par le Chef de l'Etat décline cette volonté de l'équipe France d'être partenaire de la RDC dans tous les domaines.

Régional

La 15ème session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat de la CEMAC a eu lieu le 17 mars

Les six présidents des pays la CEMAC ont participé le 17 mars 2023 au Palais de l'Unité à Yaoundé à la 15ème session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat de la sous-région. Le Sommet a été marqué notamment par l'annonce de l'élargissement de la réflexion menée par la BEAC et la Commission CEMAC sur la réforme du Franc CFA au niveau des ministères des finances et de l'économie, la création d'une structure de contrôle de qualité de produits locaux dans la zone CEMAC dans le cadre de la stratégie d'import-substitution sous-régionale, le passage à témoin de la Présidence de la CEMAC à la République centrafricaine, la nomination des premiers dirigeants des institutions communautaires, et la signature d'un accord par le Cameroun et la Guinée équatoriale (*cf. infra*).

L'Equatoguinéen Baltasar Engonga Edjo est désormais Président de la Commission CEMAC, avec pour Vice-président le Camerounais Charles Assamba Ongodo. La Camerounaise Jacqueline Adiaba devient la Présidente de la Cosumaf, tandis que le poste de Vice-gouverneur de la BEAC est désormais occupé par le Congolais Michel Dzombala.

La BEAC relève deux de ses taux directeurs de 50 points de base

A l'issue de sa session ordinaire du 27 mars 2023, le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) a annoncé sa décision de relever ses deux principaux taux directeurs, afin de lutter contre la dynamique haussière de l'inflation. En effet, selon les prévisions de la BEAC, l'inflation pourrait atteindre 6,4 % en 2023, restant largement au-dessus de la norme communautaire de 3%. Dans ce contexte, le CPM a donc décidé d'augmenter le taux d'intérêt d'appels d'offres de 4,5 % à 5,0 %, tandis que le taux de la facilité de prêt marginal est désormais fixé à 6,75 %, contre 6,25 % auparavant. En revanche, le taux de la facilité de dépôt, les coefficients des réserves obligatoires sur les exigibilités à vue et sur les exigibilités à terme, sont maintenus inchangés à 0,0 %, 7,0 % et 4,5 % respectivement.

Signature d'un accord de coopération dans l'exploitation gazière et pétrolière transfrontalière

En marge de la 15ème session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEMAC qui s'est tenu le 17 mars 2023 à Yaoundé, le Président de la République camerounaise, Paul BIYA, et son homologue de la Guinée Equatoriale, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, ont signé un accord pour la coopération dans l'exploitation des champs pétroliers et gaziers transfrontaliers. Cet accord devrait permettre le développement des infrastructures, notamment des gazoducs pour l'acheminement du gaz du Cameroun vers la Guinée équatoriale qui sera transformé au terminal de traitement de GNL de Punta Europa puis réacheminé au Cameroun.

370 Mds FCFA d'actifs sous gestion en zone CEMAC à fin 2022

Selon les données publiées par la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique centrale (Cosumaf), le secteur de la gestion d'actifs en zone CEMAC, comptait, au 31 décembre 2022, 11 sociétés dont 10 d'entre elles géraient un encours d'actifs de 370 Mds FCFA. Le secteur est dominé par trois sociétés qui représentent plus de 90 % de l'encours à fin 2022. La société Harvest Asset Management, leader du secteur, détenait à cette période 220,1 Mds d'actifs sous gestion, soit 59 % de parts de marché. Elle est suivie par Attijari Securities Central Africa (encours de 84,6 Mds FCFA, 23 % de parts) et Africa Bright Asset Management (37,1 Mds, 10 %).

Création d'une nouvelle gamme de pièces de monnaie en CEMAC

Réuni en sa session ordinaire du 15 mars 2023, le Comité Ministériel de l'Union Monétaire d'Afrique Centrale a autorisé la création d'une nouvelle gamme de pièces de monnaie pour la sous-région. Cette décision intervient trois mois après la mise en circulation d'une nouvelle gamme de billets de banque (gamme 2020) dans la sous-région. La BEAC a d'ailleurs lancé le 1er mars 2023 le processus de démonétisation la gamme des billets de banque de 1992.

Les intérêts sur le Compte d'Opérations ont plus que doublé en 2022

Selon le rapport spécial sur le contrôle du Compte d'opérations publié par la BEAC, le solde du Compte d'Opérations de la zone BEAC était de 5 574,8 Mds FCFA au 31 décembre 2022, en hausse de 1 776,9 Mds par rapport à 2021. A la même période, les intérêts générés par le Compte d'Opérations se sont chiffrés à 42,9 Mds FCFA (+30,4 Mds par rapport à 2021), bénéficiant de la hausse du taux de rémunération. Le taux qui oscillait entre 0 et 0,75 % au premier trimestre 2022, a en effet varié entre 2,18 et 2,43 % au dernier trimestre de l'année. Pour rappel, la rémunération du Compte d'Opérations dépend de l'un des taux directeurs de la Banque Centrale Européenne (BCE) : le taux de la facilité de prêt marginal. Dans le cadre de la lutte contre l'inflation, la BCE relevé ce taux 4 fois en 2022 le faisant passer progressivement de 0,25 % à 2,75 % en fin d'année.

Marché financier : la BEAC recherche un consultant pour identifier des entreprises pilotes pour la cotation à la BVMAC

La BEAC a lancé le 14 mars un appel à manifestation d'intérêt pour recruter un consultant chargé d'identifier les entreprises susceptibles d'être cotées ou d'émettre des obligations à la Bourse des valeurs mobilières d'Afrique centrale (BVMAC). L'appel d'offres rentre dans le cadre du projet d'appui au

démarrage du marché financier unifié d'Afrique Centrale, qui bénéficie d'un financement de la Banque Africaine de Développement. Le Consultant est chargé notamment de réaliser l'inventaire des entreprises publiques et privées dans les six pays de la CEMAC, et d'identifier les freins qui entravent l'entrée en bourse ou la levée obligataire effective des entreprises cibles. Les expressions d'intérêt sont attendues au plus tard le 31 mars 2023.

Cameroun

Le FMI valide la troisième revue des accords conclus avec le Cameroun

Le Conseil d'Administration du Fonds Monétaire International (FMI) a annoncé le 9 mars 2023 l'achèvement des troisièmes revues des accords au titre de la facilité élargie de crédit et du mécanisme élargi de crédit conclus avec le Cameroun en juillet 2021. Cette validation, donne lieu à un décaissement de 55,2 M DTS (environ 73 M USD), ce qui porte le total des décaissements à 317,4 M DTS (environ 420 M USD) depuis le début du programme. Selon le Fonds, la reprise de l'économie camerounaise s'est poursuivie avec une croissance estimée à 3,4 % en 2022. La croissance devrait atteindre 4,3 % en 2023, mais plafonner à 4,5 % à moyen terme. Toutefois, la performance du Cameroun dans le cadre du programme reste mitigée. Dans ce contexte, le FMI encourage les autorités à mettre en œuvre les réformes structurelles afin de libérer l'important potentiel de croissance du pays.

Roger Athanase Meyong Abath est le nouveau directeur général des impôts

Un décret du Président de la République du Cameroun du 20 mars 2023 annonce la nomination de Roger Athanase Meyong Abath au poste de Directeur général des impôts. Précédemment Chef de l'Inspection des Services des Impôts au sein de la DGI, il assurait, depuis janvier 2023 et de manière rotative avec Kassimou Aba Mariamou, l'intérim de son prédécesseur, Modeste Mopa Fatoing, détaché auprès du Fonds Monétaire International.

Huit unités de transformation de riz vont être construites dans le cadre de la 2ème phase du projet Padfa II

Le projet de construction de huit unités de transformation de riz s'inscrit dans le cadre de la deuxième phase du Projet d'appui au développement des filières agricoles (Padfa II) cofinancé par le FIDA (Fonds international de développement agricole) et le Gouvernement camerounais. Le Padfa II a pour but de renforcer la résilience des exploitations agricoles familiales de riz et d'oignons au Cameroun afin de réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Ces unités de transformation de riz devraient principalement être implantées dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Ouest et du Nord-Ouest où le manque d'infrastructures de transformation contraint les riziculteurs à acheminer leurs productions au Nigéria pour qu'elles y soient décortiquées.

Le Gouvernement camerounais dévoile sa nouvelle stratégie d'accès aux services financiers

Le Gouvernement camerounais a présenté sa nouvelle politique relative à l'inclusion financière pour la période 2023-2027, la Stratégie Nationale de la finance inclusive (SNfi) le 21 février 2023. D'ici 2026, le gouvernement se donne pour objectif d'atteindre un taux global d'utilisation des services financiers de 65% (contre 52% actuellement), et un taux de bancarisation au sens large de 60% contre 42% présentement. Le

Gouvernement entend mettre l'accent sur l'accès aux divers services financiers dans les zones rurales, et particulièrement pour les femmes et les jeunes. La SNfi 2023-2027 se compose de six axes principaux de développement : (i) amélioration de la qualité, de la disponibilité et de l'accessibilité à l'offre des produits et services financiers, (ii) renforcement de l'accès au financement pour les acteurs des filières agricoles et agroalimentaires, (iii) promotion de l'innovation et de la finance numérique, (iv) promotion et développement de la finance islamique, (v) promotion de l'éducation financière des consommateurs, et (vi) amélioration du cadre réglementaire et fiscal.

Signature de conventions relatives à l'accès aux services financiers pour les acteurs de la filière banane plantain

Le 21 février 2023, le Président de l'association nationale des acteurs de la filière banane plantain (FBPC), Tony Obam Bikoue, et les directeurs généraux des entreprises Unics Plc, Fertile Ground, Royal Onyx Insurance et LK Consulting ont signé, sous la supervision du ministre de l'Agriculture et du développement rural, Gabriel Mbairobé, trois conventions pour renforcer l'accès des acteurs de la filière aux services banquiers et financiers. La première convention signée par Tony Obam Bikoue et les DG d'Unics Plc, Fertile Ground a pour objectif l'inclusion bancaire des membres de la Fbpc *via* la création de 5000 comptes bancaires et l'accompagnement dans la préparation de plans d'affaires bancables. La deuxième convention établie entre la FBPC, Fertile Ground et Royal Onyx Insurance traite de l'assurance maladie des acteurs de la filière. Enfin, la troisième convention visée par la FBPC, Fertile Ground et LK Consulting a pour objet la promotion et la recherche de parrainage pour ladite filière.

Africa Golden Bank obtient l'agrément de la COBAC

La Commission bancaire de l'Afrique centrale (Cobac), régulateur du secteur bancaire dans la zone Cemac, a donné son avis favorable pour la création d'Africa Golden Bank, le 20 mars 2023. Cet établissement, à capitaux camerounais, deviendrait la 19ème banque en activité au Cameroun. La création de cette nouvelle banque s'inscrit dans la stratégie nationale de développement 2020-2030 adoptée par le Cameroun. Cette stratégie entend porter son réseau bancaire à 30 acteurs d'ici 2030.

Le Cameroun adopte une stratégie pour développer la filière pomme de terre

La stratégie nationale, validée le 7 mars 2023 par le Ministre de l'agriculture et du développement rural, s'articule autour de trois axes principaux : (i) l'amélioration de la productivité, (ii) l'amélioration de la transformation, du stockage et de la commercialisation, et (iii) le renforcement des capacités des acteurs de la filière. Le besoin de financement de cette stratégie est évalué à 40 Mds FCFA dont 60% pour l'investissement et 40% de soutien aux producteurs. Pour rappel, la production de pomme de terre au Cameroun oscille entre 220 000 et 400 000 t sur les 10 dernières années. Cette production demeure insuffisante par rapport à la demande qui a franchi le seuil d'1 million de tonnes par an. Selon les données fournies par le Centre d'innovations vertes pour le secteur agroalimentaire (GIZ-Procisa), cette production serait concentrée dans les régions de l'Ouest et du Nord-Ouest (80% de la production annuelle de pommes de terre au Cameroun), loin devant l'Adamaoua, au Nord du pays.

Bolloré crée une plateforme pour exploiter le parc à bois et les marchandises en vrac au port de Kribi

La Conseil d'administration de la Société d'exploitation des parcs à bois du Cameroun (SEPBC) a approuvé le 1er mars 2023, la scission de l'entité, filiale du groupe Bolloré. La Société regroupe désormais le Terminal à bois du port de Douala (TBPD) et la Plateforme polyvalente de Kribi (PPK). Le Terminal à bois du port de Douala a pour mission d'exploiter le parc à bois installé sur la place portuaire de Douala, dans le cadre d'un contrat de concession signé en décembre 2022 pour une durée de 15 ans tandis que la plateforme polyvalente de Kribi (PPK) aura pour mission d'exploiter le parc à bois et de stocker les marchandises non conteneurisées du port en eau profonde de Kribi.

Signature d'une convention entre NHPC et le FNE pour la réinsertion sociale des ex-employés du Barrage de Nachtigal

Le Fonds national de l'Emploi (FNE) et la Nachtigal Hydro Power Company (NHPC) ont procédé, le 16 mars 2023, à la signature d'une convention de partenariat portant sur l'accompagnement social de la démobilisation des ex-travailleurs présents sur les chantiers du projet d'aménagement hydroélectrique de Nachtigal. Grace à cet accord, NHPC pourra s'appuyer sur l'expertise du FNE pour réinsérer les quelque 3500 employés du barrage dont les travaux vont bientôt s'achever. Pour rappel, ce projet doit permettre d'injecter 420 MW dans le réseau électrique.

Le Feicom lance une plateforme de gouvernance fiscale urbaine

La nouvelle plateforme Inform'All-City, a été lancée le 21 mars 2023 par le Directeur général du FEICOM (Fonds spécial d'équipements et d'intervention intercommunal) en présence du Recteur de l'Université de Douala et du Président du Jacky Felly Nafack Institute of Technology (JFN Institute), partenaires de cette initiative. Inform'All-City permettra aux communes de gérer et de maîtriser la collecte des taxes auprès des vendeurs de rue. La digitalisation de la collecte des recettes fiscales additionnelles doit permettre d'accroitre les recettes fiscales des collectivités territoriales décentralisées et d'améliorer la planification du développement urbain dans les communes test de Yaoundé II et Douala III. Elle donnera également aux vendeurs un droit d'occupation sur les espaces aménagés par la commune et leur offrira un accès à la formation.

Centrafrique

Fin d'une visite de travail des services du FMI

Après la mission du FMI au titre de l'article IV en décembre 2022, une équipe des services du FMI s'est rendue à Bangui du 27 février au 3 mars 2023 pour une visite de travail. Cette dernière visait à dresser un état des lieux de l'évolution de la conjoncture économique et clore les discussions relatives aux réformes structurelles prioritaires engagées lors de la mission article IV. Selon le FMI, la conjoncture économique du pays est essentiellement affaiblie par une situation humanitaire délicate, un climat social dégradé et un durcissement des conditions financières. L'assistance humanitaire, l'accès à des appuis budgétaires concessionnels et le renforcement de la mise en place des réformes sont plus que nécessaires dans cet environnement socio-économique fragile. Les services du FMI soutiennent la mise en œuvre de réformes visant la modernisation des systèmes de gestion des impôts et des douanes, du cadre de gestion des droits et frais collectés par différents ministères, l'amélioration des performances de la TVA, la révision du cadre d'octroi des exonérations fiscales et douanières ainsi que leur suivi et

contrôle, ainsi que le renforcement des compétences de la cour des comptes et l'introduction d'une nouvelle loi anti-corruption.

Congo

Le Président de la République française a effectué une visite de travail à Brazzaville

Le Président de la République française, Emmanuel Macron, s'est rendu à Brazzaville le 3 mars pour une visite de travail, après son séjour à Libreville où il a pris part au « One Forest Summit » (*cf supra*). Au programme de cette visite : un entretien en tête-à-tête avec son homologue congolais Denis Sassou N'Guesso, une rencontre avec les corps constitués congolais et le Corps diplomatique, ainsi qu'une rencontre avec la communauté française établie au Congo. Les échanges entre les deux chefs d'État ont porté sur des sujets régionaux et sur les possibilités de partenariats dans les domaines de la culture (sujets mémoriels, historiques et culturels), de l'environnement, de l'agriculture et de la forêt. Le Président français a évoqué l'idée de bâtir une stratégie commune pour accompagner les efforts de diversification économique du Congo et d'accroissement de la production agricole. Il a par ailleurs salué l'amélioration de la situation économique et financière du Congo et appelé à concentrer ces ressources sur des mécanismes d'accompagnement des TPE/PME avec le concours de l'AFD, BPI France et Business France.

Le Congo et la France ont signé deux conventions de financement à l'occasion de la visite du Président Emmanuel Macron

À l'occasion de la visite à Brazzaville du Président Emmanuel Macron, le 3 mars 2023, les autorités des deux pays ont signé deux conventions de financement. La première, signée entre le ministre de l'Économie et des Finances du Congo et l'Agence française de développement sous le parrainage de la secrétaire d'État auprès de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères de la France, chargée du développement, de la francophonie et des partenariats internationaux, porte sur le financement par la France du programme « Kopekoba » qui vise à préserver et valoriser les forêts et les tourbières du Bassin du Congo. La France s'est engagée à apporter un financement de plus de 65 M EUR, dans le cadre du programme d'utilisation durable des terres du Congo. La deuxième convention, signée entre le ministre de l'Économie et des Finances congolais et le directeur général de BPI France, porte sur un contrat d'assistance technique de BPI France auprès du Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement (FIGA) du Congo. Le FIGA, dont un projet de loi évoqué en Conseil des ministres le 1e mars vise notamment à transformer son statut juridique d'établissement public administratif en établissement public à caractère industriel et commercial, a pour principale mission de garantir les crédits octroyés par les établissements bancaires aux TPE/PME et artisans congolais et de les soutenir dans leur développement.

Hausse des engagements de la **Banque Mondiale** au Congo

La ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale a lancé le 13 mars 2023 les travaux de la revue de performance du portefeuille de la Banque mondiale (BM) au Congo. Il ressort de ces travaux que le portefeuille de la BM au Congo s'élève à 756 M USD (464,8 Mds FCFA) en 2023, contre 575 M USD (344,5 Mds FCFA) en 2022, soit une hausse de 30%. La BM finance douze projets nationaux au Congo portant principalement sur le développement humain (protection sociale 22% et santé 16%), l'agriculture (13%), le numérique (13%) et l'environnement (8%), notamment dans le cadre de son appui à la mise en œuvre des axes prioritaires du Plan national

de développement (PND) 2022-2026. Le Congo bénéfice également à ce titre du soutien de la Société financière internationale (SFI), organisme de soutien au développement du secteur privé du groupe de la BM, qui s'est par ailleurs engagée à soutenir le nouveau PND du Congo en développant des projets autour de trois axes prioritaires à savoir, le renforcement de l'inclusion financière, le soutien à la création d'emploi dans l'agriculture et les secteurs productifs et le développement des infrastructures.

Protocole d'accord pour la supervision des transactions électroniques

Le Directeur Général des Institutions Financières Nationales (DGIFN) et le Directeur Général de l'Agence de Régulation des Postes et Communications Electroniques (ARPCE), ont signé le 10 mars 2023, un protocole d'accord pour la mise en place d'un cadre de coopération visant dans un premier temps à créer une plateforme devant permettre à la DGIFN de superviser efficacement et en temps réel les transactions électroniques au sein des institutions financières nationales. Cette coopération fait suite au besoin exprimé par la DGIFN de bénéficier davantage d'informations et de traçabilité des transactions réalisées au sein des institutions financières nationales, l'ARPCE ayant une expertise avérée dans la supervision des flux de transactions électroniques.

Le premier navire transportant 15 000 conteneurs EVP accoste au Port autonome de Pointe-Noire

Le Mediterranean Shipping Company (MSC) Virgo, un navire de 365 m de long pouvant transporter 15 000 conteneurs équivalent vingt pieds (EPV), a fait sa première escale à Pointe-Noire, le 27 février. Construit en 2020 par l'armateur italo-suisse MSC, ce navire est le plus grand porte-conteneurs ayant jamais fait escale sur les côtes d'Afrique centrale, et en particulier au quai à conteneurs du Port autonome de Pointe-Noire (PAPN), opéré par Congo Terminal, une filiale de Bolloré Africa Logistics. C'est en 2009 que le groupe français Bolloré avait obtenu la concession du terminal à conteneurs du PAPN pour une durée de trente ans. En mars 2022, l'opérateur français annonçait le rachat de ses activités de transport et logistique détenues en Afrique par MSC. Selon Congo Terminal, l'arrivée de ce nouvel armateur serait un atout pour le PAPN en vue de l'augmentation des volumes prévus pour dépasser le seuil des 1 000 000 EVP réalisés en 2021 et 2022.

Gabon

La BDEAC octroie un prêt de plus de 5 Mds FCFA à Afrijet

La compagnie aérienne Afrijet, acteur majeur du secteur aérien en Afrique centrale, vient de bénéficier de prêts de 8 Mds FCFA (12,2 M EUR), dont 5,3 Mds par la BDEAC (Banque de Développement des Etats d'Afrique Centrale), et le reste par BGFIBank. Cette somme sera utilisée par Afrijet afin d'élargir sa flotte en acquérant de nouveaux avions, remplacer ceux devenus vétustes, et constituer un stock de pièces nécessaires pour l'entretien et la maintenance des avions. Ce prêt de la BDEAC s'inscrit dans le cadre du plan stratégique 2023-2027 de la banque en contribuant à l'intégration économique régionale, notamment en favorisant la connectivité des grandes villes de la CEMAC. Afrijet ambitionne pour sa part dans son plan d'investissement 2022-2026 d'ouvrir de nouvelles liaisons vers le Sénégal, le Nigéria, la République Démocratique du Congo ainsi que l'Afrique du Sud.

Eramet présente son projet de production d'acier vert

Eramet a profité du One Forest Summit pour dévoiler son projet Biomine de production d'acier vert. Eramet, deuxième employeur privé du pays, souhaiterait ainsi remplacer le coke, utilisé comme réducteur dans les fours métallurgiques, par des bio-réducteurs. Ceux-ci pourraient notamment être issus des rebus non-valorisés du secteur bois, ou bien des plantations de réhabilitation des mines anciennement exploitées par Eramet. L'entreprise estime que ce projet devrait permettre de créer entre 800 et 1000 emplois, essentiellement afin d'entretenir les forêts servant à obtenir les bio réducteurs et récolter le bois. Ce projet vise à diminuer de 50% la quantité de coke utilisée pour la production d'alliages en manganèse et ainsi à réduire les émissions de CO2.Il permettra de valoriser pas moins de 200 000 tonnes de rebus et sous-produit du bois aujourd'hui inutilisés pour parvenir à cet objectif. Ceci ne manquera pas de renforcer la filière du bois éco-responsable au Gabon.

Une mission d'évaluation de la ZLECAF en visite à Libreville

Une mission de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAF) s'est rendue à Libreville du 23 au 25 février afin de vérifier l'effectivité de la libre circulation des marchandises sur les axes Libreville-Yaoundé et Libreville-Brazzaville. Le ministre délégué du Commerce, des Petites et Moyennes entreprises chargé de l'Entrepreneuriat national et de l'Économie sociale, Emmanuel Eyeghe Nze, a reçu la mission de la ZLECAF. Cette dernière a également visité le port d'Owendo et le New Owendo International Port. En outre, le premier Ministre gabonais, Bilie By Nze, a reçu en audience le secrétaire général de la ZLECAF, Wamkélé Mene, afin de faire le point sur l'avancement de la mise en œuvre de cette zone de libre-échange. Le commerce intra-africain représente actuellement moins de 15% du commerce du continent. Toujours dans une perspective de développement du commerce intra-communautaire, le gouvernement gabonais a adopté un projet de décret pour le développement intégré de la Zone des trois frontières Gabon, Cameroun et Guinée Equatoriale.

Maurel & Prom prévoit 85 M USD d'investissements au Gabon en 2023

Alors que le groupe pétrolier français Maurel & Prom a enregistré des résultats financiers en progression en 2022, avec un chiffre d'affaires en hausse de 35% qui s'établit à 676 M USD, bénéficiant des cours élevés du brut notamment au cours du premier semestre 2022, il projette d'investir 51,9 Mds FCFA au Gabon en 2023, soit 85 millions de dollars. Environ la moitié de ces investissements sera consacrée à l'acquisition de données sismiques 3D sur la zone du permis d'Ezanga où Maurel & Prom détient 80% des parts. Pour l'année 2023, le groupe projette une production au Gabon de l'ordre de 15 600 barils équivalents pétrole par jour.

Guinée équatoriale

Le nouvel aéroport de Malabo entre en fonction

Il s'agit d'un nouveau terminal de trois étages bâtis sur un périmètre de 45000 mètres carrés. Il peut accueillir jusqu'à 18 avions et dispose de 6 passerelles d'embarquement. Il est également équipé d'une technologie de pointe en termes de scanners, de capteurs de température humaine et de systèmes de sécurité et d'incendie. Construit par l'entreprise chinoise ABC Construction WEI, pour un coût de plus de 170 Mds FCFA, il est actuellement dirigé par la

société publique CEIBA Aéroport, mais sa gestion ainsi que celle des 4 autres aéroports du pays pourrait être privatisée et confiée à Ethiopian Airlines ou American Airlines Corporation.

Tchad

Le Tchad accueille le 6ème Sommet extraordinaire des Chefs d'Etat du G5 Sahel

Les Chefs d'État des pays membres du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Niger, Burkina Faso et Tchad) se sont réunis en session extraordinaire le 20 février 2023 à N'Djamena. Ce sommet a donné lieu à des échanges sur la situation actuelle du G5 Sahel suite aux difficultés socio-économiques et sécuritaires auxquelles fait face la région. La nouvelle stratégie de développement et de sécurité (SOS), le Programme d'investissements prioritaires (PIP) 2023-2025, et l'importance de l'approche territoriale définie dans le Cadre d'Actions prioritaire intégré (CAPI), ont fait partie des points d'ancrage des discussions lors du sommet. Après 2 ans de présidence en exercice de l'organisation, le Tchad a passé le témoin à la Mauritanie, annonçant également que le prochain sommet aura lieu à Niamey, en République du Niger.

Des possibilités d'investissement au centre des discussions entre le gouvernement et la banque JD Euroway Bancorp &Trust

Une délégation de la banque d'investissement JD Euroway Bancorp & Trust s'est rendue au Tchad le 27 février pour participer à une séance de travail rassemblant les ministères de la Prospective Economique et des Partenariats Internationaux, des Transports, des Infrastructures, de l'Aménagement du Territoire, de l'Energie, et du Commerce. Ont été abordées durant cette rencontre, des possibilités d'investissement dans le secteur de l'énergie et des mines. Les discussions ont donné lieu à la signature de deux accords-cadres de financement. Le premier concerne le Ministère d'Industrie et du Commerce et consiste en la création d'une zone franche. Le second est un accord cadre de financement à travers le Ministère de la Prospective Economique et des Partenariats Internationaux et les investisseurs de la JD Euroway Bancorp et Trust.

7ème réunion du Programme de PRESIBALT de la BAfD

Le 9 mars ont débuté les travaux de réflexion de la 7ème réunion du Programme de Réhabilitation et de Renforcement de la Résilience des Systèmes Socio-écologiques du Bassin du Lac-Tchad (PRESIBALT) de la Banque Africaine de Développement. Ces travaux s'inscrivent en parallèle du Projet d'Appui à la Réinsertion Socio-Economique des Groupes Vulnérables dans le Bassin du Lac-Tchad (PARSEBALT). Le programme vise à améliorer la résilience économique des populations vulnérables, des habitants du pourtour du Lac Tchad tout en développant les services écologiques, les chaines de valeur, et la valorisation des ressources en eau. Ce projet financé majoritairement par le Fonds Africain de Développement devrait se clôturer à la fin de l'année 2023.

Aménagement de sites de production agricoles à l'intérieur et autour de la réserve de faune de l'Oudi-Rimé et l'Ouadi-Achim

Le 13 mars à Djeda'a, dans la province du Batha, a eu lieu le lancement des travaux d'aménagement des sites agricoles intégrés et des activités du projet Albia (Projet de développement local et d'adaptation au Tchad). Ce projet, financé à hauteur de 50 M USD sur 5 ans par la Banque mondiale, vise à améliorer la gestion des ressources naturelles et des moyens

de subsistance des populations dans les zones vulnérables aux changements climatiques. Ce sont les villes de Djeda'a (Batha), Arada (Wadi Fira), Kalaït (Ennedi Ouest), Kouba Oulanga (Bourkou) et Salal (Barh El Gazel) qui bénéficieront de ces aménagements en raison de leur haut potentiel agricole.

Visite officielle du Directeur Général Adjoint du Fonds Monétaire International

Le Directeur Général Adjoint du Fonds Monétaire International, M. Kenji Okamura, était en visite officielle au Tchad le 13 mars. Au cours de la visite, il a rencontré de nombreux acteurs économiques et des hautes autorités du pays. Sa présence au Tchad a été l'occasion de souligner les efforts des autorités pour garantir la viabilité de la dette et la stabilité financière. Pour le FMI, les questions de rationalisation des dépenses non prioritaires, notamment les subventions sur les carburants et l'électricité, et les réformes visant à renforcer la mobilisation des recettes non pétrolières seront cruciales. Les discussions se sont achevées en évoquant la fourniture éventuelle d'un appui dans le cadre d'un nouveau mécanisme de prêt à long terme, à savoir la facilité pour la résilience et la durabilité, afin d'aider le pays à relever les défis des changements climatiques.

RDC

Nomination des dirigeants du Conseil Congolais de la Batterie

Le Conseil Congolais de la Batterie (CCB), établissement public créé en 2022 pour suivre et évaluer la matérialisation des engagements du président de la République dans le cadre de l'exécution des projets de mise en place d'une chaîne de valeur compétitive dans le domaine des batteries électriques vient de se doter de son équipe de gouvernance. M. Makimba Mungomba Jérôme a été nommé président du conseil d'administration (PCA) du CCB et M. Denis Lecouturier occupera le poste de Directeur Général. L'installation effective de la première usine de fabrication des précurseurs des batteries électriques est la priorité fixée au CCB, les études de préfaisabilité devant être lancées rapidement selon le Directeur général.

Lancement prochain des travaux de construction du port de Banana

Les travaux de construction du port en eaux profondes de Banana, dans la province du Kongo Central, pourraient débuter prochainement. L'annonce a été faite par le président de la République, Félix Antoine Tshisekedi, lors de la 90ème réunion du conseil des ministres le vendredi 10 mars 2023. Des avancées auraient été enregistrées dans le cadre de la convention de collaboration portant concession d'un service public sur le port de Banana. La première pierre pour la construction de celui-ci réalisée par DP World, une société des Émirats arabes unis, a été posée en janvier 2022. Le projet comporte quatre phases de travaux, dont le coût global d'investissement est estimé à 1,2 Md USD. La première phase prévoit la construction d'un quai de 600 mètres carrés et de 25 hectares d'espace de stockage pour un coût de 350 M USD.

Inauguration d'Orange Digital Center

« Orange Digital Center » a été inauguré le 4 mars 2023 à Kinshasa en présence du directeur général d'Orange Afrique et Moyen-Orient, Jérôme Hénique et de Séraphin Umba, directeur de cabinet du ministre des postes, télécommunications et nouvelles technologies de l'information et de la communication (PT-NTIC). Il s'agit du 15ème centre ouvert en Afrique et au Moyen-Orient par l'opérateur de téléphonie Orange. Outre la formation pratique des jeunes au numérique, ces derniers

bénéficient aussi d'un accompagnement pour la réalisation de leurs projets. Construit sur une superficie de 590 m², Orange Digital Center réunit les 4 programmes stratégiques du groupe Orange, à savoir : une école du code (Académie Digitale) ; un atelier de fabrication numérique (FabLab solidaire) ; un accélérateur de start-up (Orange Fab), ainsi qu'Orange Ventures Middle East and Africa, un fonds d'investissement du groupe Orange qui investit dans les start-ups les plus prometteuses.

Ouverture d'une filiale de Instadrone à Kinshasa

La société Instadrone basée à Montpellier spécialisée dans les livraisons et la captation de données par drones a annoncé l'ouverture de sa première filiale à Kinshasa. Cédric Botella, son président fondateur, faisait partie de la délégation d'entreprises réunie par Business France qui a participé au Forum économique de Kinshasa organisé lors de la visite du président de la République en mars dernier.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique régional de Yaoundé
Rédacteurs : Service économique régional de Yaoundé,
Services économiques de Libreville,
de Brazzaville, et de Kinshasa, et correspondants

Rendez-vous sur cette page pour vous abonner